L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 25 JUILLET 1878. 51me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI 25 JUILLET 1878.

AVIS.

Aucune annonce de nature politique n'est admise à moins qu'elle ne soit payée d'avance.

LE BUDGET DE L'ETAT.

Nous connaissons qu'il y ait du mécontentement dans les paroisses de l'Etat, après deux sessions ordinaires et deux sessions extraordinaires d'une législature dont on attendait beaucoup de bien parce qu'elle succédait à des législatures ayant fait beaucoup de mal, et qui n'a presque rien fait vu le bien qu'elle pouvait faire. Vers la fin de sa carrière cette législature s'est distinguée par des travaux vraiment utiles et annonçant de sa part quelques vues très saines en matière de réformes. Les amendements constitutionnels proposés sont bons et nous serions heureux qu'ils fussent votés par le peuple. Mais il paraît qu'ils ne suffisent pas, et nous voyons que la question de la convention est toujours agitée dans les paroisses et qu'on semble être résolu à pousser l'affaire en avant jusqu'à ce qu'elle ait réussi. Il est vrai qu'on ne s'explique pas mieux aujourd'hui qu'il y a un mois sur ce qu'il faudra demander à la convention et sur les réformes qu'elle devra opérer pour contenter l'esprit public, et nous craignons que ce défaut de vues ne nuise à la bonne opinion qu'on se fait d'elle. La convention disposera d'un pouvoir immense et pourra avoir ses franches coudées. On comptes qu'elle sera à même de réformer l'Etat d'une manière essentielle et que la constitution qu'elle nous donnera fera renaître complétement la confiance publique. Dieu veuille qu'il en soit ainsi!

Mais avec l'expérience que nous avons chèrement acquise, nous demanderons la permission de ne pas avoir un espoir aussi robuste que celui de la plupart de nos confrères des paroisses qui voient dans une convention la panacée à tous les maux et qui regardent la convocation de cette assemblée comme le moyen unique d'arriver à la réforme. C'est peut-être vrai, et si le moyen était moins coûteux nous y serions bien vite résolu nous-même, car il devient à près évident que tôt ou tard il faudra s'y résoudre. Ceux qui demandent une convention le font avec une telle ardeur et une telle persistance qu'il sera bien difficile d'y résister avec succès. Nous n'en dirons pas moins que ce moyen de réforme sera très coûteux; qu'il est fâcheux qu'on soit obligé d'y avoir recours dans un moment de gêne financière, dans un moment où le remède inévité ne pourra qu'augmenter les difficultés de la situation et cela nous ramène à la question qui fait le sujet de cet article.

Notre budget de l'Etat est très fort, n'est à dire très lourd. C'est à peu de choses près, celui que nous a légué M. Kellogg. Il n'y a eu que de très légères réductions dans les traitements, et l'on n'a pas réduit le nombre des places. Tout a roulé jusqu'ici comme par le passé avec plus d'ordre seulement, plus de sévérité et de régularité dans les comptes rendus des employés du fisc. A part cela, tout est resté sur le même pied et les difficultés générales résultant de notre appauvrissement sont les mêmes. Elles ont même augmenté vu les charges dont l'Etat a été grevé dans ces derniers temps. On s'était fait à l'idée que la dette de l'Etat resterait fixée à douze millions, bien qu'elle soit limitée à 15 millions par les amendements constitutionnels, et l'on voit aujourd'hui que cette limite sera atteinte. La difficulté survenue entre le Gouverneur et la compagnie du chemin de fer du Pacifique ne saurait nous éviter ce surcroit de dette, et l'appui donné au Gouverneur par la Cour Suprême ne nous sauvera pas, car personne ne doute que la compagnie ne réponde aux scrupules de l'Exécutif en modifiant la forme de ses bons. Il faudra toujours que l'Etat livre les siens, et l'on connaît le proverbe : " qui prête perd, qui cautionne paye ". L'Etat y sera donc pris en définitive et nous devons regarder la dette comme ayant atteint le chiffre de quinze million, limite constitutionnelle.

Voilà donc avec les bons de la banque consolidée, les arrérages dus à ces bons, les arrérages dus aux autres bons de l'Etat, et les appropriations générales, spéciales qui ne sont pas terminées, voilà donc en perspective un service d'intérêt d'un million cinquante mille piastres par an, quand avant la guerre, avec un accroissement de 200 millions, on n'avait à servir pour la dette qu'un intérêt de $360,000. Différence $750,000 avec un accroissement réduit pour l'impôt foncier à 138 millions. Avant la guerre, l'intérêt servi par l'Etat ne dépassait pas 6 o/o; maintenant il est de 7 o/o ou 2 o/o de plus qu'à l'époque où l'accroissement total était d'un tiers plus élevé. Alors les taxes étaient régulièrement payées sans frais et sans poursuite; aujourd'hui les contribuables ne payent qu'à leurs corps défendant c'est-à-dire à la dernière extrémité. Service donc avec cela, si vous pouvez, un intérêt annuel d'un million cinquante mille piastres, et rétrécissez en une administration aussi chère que la notre, beaucoup plus chère qu'autrefois quand nous étions plus riches!

Il est certain qu'une convention, composée d'hommes honnêtes et intelligents, aurait très heureux à broche là-dessus. Elle aurait à mettre tous les services publics, financiers et administratifs, sur le pied de nos ressources actuelles, ressources très limité en effet en sait.

Examinons maintenant si ces ressources ou revenus peuvent s'accroître, comme disent les optimistes. Les récoltes ont une belle apparence.... sans doute. Mais ne sait-on pas que le coton et le sucre ne sont assurés que lorsque l'on est dans les balles et l'autre dans les boucauts! Ne sait-on pas que jusque-là, tout est incertain? Nous voulons d'avis qu'on ne peut faire une constitution en la basant sur des probabilités de récolte. Il faut au contraire estimer les récoltes au plus bas mot du terme moyen, et fixer les revenus de l'Etat sur la plus courte et la plus simple expression de ce moyen terme. Il faut aussi envisager l'avenir sous le point de vue de ce qui est possible raisonnablement, et non sous le point de vue de ce qui est désirable, car un désir ne fait pas une certitude, et combien de certitudes ainsi faites ont abouti pour nous à des désillusionnements! L'histoire agricole de la Louisiane est pleine de ces sortes de déceptions qu'autrefois on plaisait au hasard, parce que les planteurs pouvaient compter sur un travail qui ne dépendait que d'eux-mêmes; aujourd'hui ce travail est présumé et n'offre aucun désintéressé à l'imagination.

Nous avons déjà à ce sujet des renseignements peu encourageants. D'après ces renseignements, les vieux nègres disparaissent, habitués aux travaux réguliers des plantations, sont remplacés par [illegible] Expérience n'a pas, les mêmes [illegible] Il en provient le plus grand [illegible] sur les [illegible] Les hommes qui ont réglé les dettes de la Louisiane et qui ont établi l'administration de cet Etat sur un pied aussi dispendieux, n'ont pas voulu se préoccuper des questions épineuses de l'avenir. Au contraire ils ont tout réglé comme s'il n'y avait plus d'inquiétude à concevoir et plus de crainte à entretenir. A la rigueur, le budget n'était pas absurde; on pouvait y pourvoir avec les revenus ordinaires, et en groupant les chiffres de manière à ne mettre en lumière que les résultats flatteurs, ces hommes avaient réussi à faire croire que le règlement était normal et par conséquent rassurant. Ils n'avaient pas manqué d'escompter un accroissement croissant fondé sur l'exploitation et la prospérité des campagnes. Or, le calcul était faux, radicalement faux. Il n'y a pas assez de bras travailleurs pour créer ces valeurs conjecturales d'accroissement, et le *sic plus ultra* de notre espoir est de nous maintenir dans la situation où nous sommes, ce qui ne rassure pas les partisans d'une convention, ce qui doit inquiéter vivement les partisans du budget actuel, et ce qui doit désespérer les hommes graves et sensés qui ne voient nulle part le moyen de faire un fonds séparé pour l'amortissement graduel de la dette. Il est donc certain que le budget est tout à refaire. Il faut qu'il soit réduit de beaucoup pour être en harmonie avec les ressources de l'Etat et, si ceux qui soupirent après la convention ont réellement cet objet en vue, ils sont pleinement fondés à invoquer le remède.

Les conventionistes gagnent du terrain.

Le parti démocrate conservateur de la paroisse Ascension vient de se prononcer pour une convention, tout en y mettant néanmoins beaucoup de modération. Il ne tient pas à l'époque de la convocation et espère qu'un esprit de fraternité tolérera une légère différence d'opinion parmi les membres du parti, et pour fournir aussi délai une preuve de cette tolérance, il ne donne aucune instruction à ses délégués qui voteront pour ou contre une convention suivant qu'ils le jugeront convenable.

Les démocrates de la paroisse Caldwell sont plus hardis. Ils ont chargé leurs délégués à la convention convoquée pour le 5 août à Baton-Rouge, de faire tous leurs efforts pour assurer l'appel d'une convention constitutionnelle à la date la plus prochaine possible.

La démocratie d'Est-Carroll est prudente. Elle favorise bien l'appel d'une convention populaire par la prochaine Législature, dans le but d'adopter une nouvelle constitution pour l'Etat de la Louisiane, mais elle s'oppose à toute intervention de la dite convention dans la tenure ou l'occupation des places par le personnel actuel du gouvernement. Elle recommande en outre aux électeurs de la paroisse d'appuyer les amendements constitutionnels comme étant ce qu'il y a de mieux en fait de réforme jusqu'au moment où la constitution sera changée radicalement par le peuple.

Une quatrième paroisse, Richland, demande une convention constitutionnelle et la veut le plus tôt possible, mais comme le plus complète unanimité du parti démocrate est nécessaire pour emporter l'Etat, elle laisse aux délégués du parti à Baton Rouge et à la prochaine Législature le soin de déterminer l'époque où cette convention sera appelée.

En attendant, une résolution de la convention démocratique de la paroisse Richland porte que c'est le sentiment de cette convention que les amendements proposés à la constitution ne doivent être, en aucune circonstance, endossés par le parti démocrate à Baton Rouge.

Se prononcer pour une convention, passé encore; mais ce qui passera difficilement, c'est la condamnation si cavalière de ce que la dernière Législature a fait de mieux. Est-ce pour faire mieux encore? Il faudrait le dire, ou bien l'on pourra croire que la paroisse Richland est opposée à la limitation de la taxe et à la restriction des sessions législatives.

—*L'avis Journal* appelle le traité anglo-turc, qui cède Chypre à l'Angleterre, " une sentinelle de la Méditerranée. "

La *République française* dit que " l'acte de l'Angleterre blesse grièvement la dignité de tous les membres du Congrès; et ceux-ci, lorsqu'ils seront rendus à Berlin, n'avaient au que dix jours auparavant, l'Angleterre avait conclu un traité séparé avec la Turquie, peut-être quelques-uns d'entre eux seraient demeurés dans leur pays. La *République* ajoute: " C'est déjà beaucoup d'avoir Gibraltar et Malte; ce sera peu-être trop de régner à Chypre et de diriger les destins de la Turquie d'Asie; car il y a sur les bords de la Méditerranée des Etats qui ont la légitime prétention de réserver à leurs pavillons la liberté et la sécurité de la navigation de ce vaste lac qui baigne les côtes de [illegible] Italie, de France et d'Espagne."

Le Soleil s'exprime ainsi, sur le même sujet:

" Chypre est une importante station maritime, reliant Gibraltar et Malte, contribuant à fermer un triangle, dans lequel l'Angleterre enfermera l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

" L'Angleterre sait garder ses routes commerciales et fait tout pour développer sa puissance à l'extérieur."

L'EMEUTE DE MARSEILLE.—Nous empruntons aux journaux de Marseille les renseignements complémentaires qui suivent sur l'affaire relative aux troubles dont cette ville a été le théâtre.

Le procureur de la république, un de ses substituts et M. Arnaud, commissaire aux délégations judiciaires, ont interrogé une quinze des personnes arrêtées. A la suite de ces interrogatoires, vingt-huit personnes, seulement, sur soixante, ont été maintenues en état d'arrestation. Il en reste cinquante à interroger.

Les ordres les plus formels ont été envoyés, par le ministère de la justice, pour que la répression soit énergique.

Le transport de la statue de M. de Belzunce au musée paraît aujourd'hui décidé en principe.

La commission a recherché l'origine de l'érection de ce monument, qui a été autorisé en 1851 par le conseil municipal. Une souscription publique fut ouverte, et le monument fut élevé aux frais de la ville. La statue coûta 20,000 fr. et le socle en marbre 6,000 fr.

Ce monument appartient en conséquence à la ville; c'est une propriété communale.

L'opportunité de l'enlèvement de la statue Belzunce de la voie publique a été admise à l'unanimité par tous les membres de la commission.

La commissaire central, en vertu d'ordres donnés au parquet, a fait transférer à la maison d'arrêt du boulevard Chave cinquante-[illegible] arrêtés journellement [illegible] juillet. Ces ordres [illegible] qui sera [illegible] mesure administrative.

[illegible] dans la France:

M. Victor Hugo, qui a soixante-seize ans, rue de Clichy, un appartement [illegible] dont les pièces sont [illegible] sur rare. Il a tous les [illegible] à dîner, et beaucoup, tous les soirs, viennent causer.

[illegible] le gouvernement de changer de [illegible] d'ordonner ou de tuer une [illegible] visite et Cosse, les fenêtres n'en [illegible], non sur une rue, mais sur un [illegible]

[illegible] le fait [illegible] pour lui, qu'il le donne [illegible] [illegible] [illegible]